

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

632/16

08/11/2016

La réunion annuelle ECOFIN-AELE a porté principalement sur la croissance économique et les investissements.

Les ministres de l'économie et des finances des pays de l'AELE et les ministres du Conseil ECOFIN ont mis à profit leur réunion annuelle pour discuter de questions économiques, financières et politiques d'intérêt commun. Dans le contexte d'une reprise économique modérée en Europe, ils ont centré leur discussion sur la stratégie politique qu'il conviendrait d'adopter pour renforcer la croissance économique et l'emploi, en mettant l'accent sur la **relance des investissements, devenus anémiques**, sur l'ensemble du continent.

"Nous avons eu un échange de vues très fructueux avec nos partenaires d'Islande, du Liechtenstein, de Norvège et de Suisse à propos de la situation économique actuelle et des conditions d'investissement en Europe. Une coopération efficace est vitale pour les deux parties dans le cadre des efforts que nous déployons pour stimuler la croissance économique et doper les activités d'investissement, tant publiques que privées, en Europe."

Peter Kažimír, ministre slovaque des finances et président du Conseil

Tout en constatant que les investissements des pays de l'AELE sont proches de leurs niveaux d'avant la crise, toutes les parties ont reconnu l'importance de politiques cherchant à augmenter les niveaux d'investissement en Europe. Dans ce domaine, les ministres ont mis l'accent sur des réformes structurelles visant à **accroître la productivité** et à **supprimer les obstacles à l'investissement**, sur une **réglementation financière saine** ayant pour but de canaliser l'épargne vers des projets d'investissement, ainsi que sur l'achèvement du **marché unique**. Le plan d'investissement pour l'Europe, mis en place par l'UE, a été perçu comme un important moteur des efforts politiques déployés dans ce domaine.

Les ministres ont également reconnu l'existence d'une forte interdépendance entre les économies de l'UE et celles de l'AELE. Un ralentissement économique dans un groupe de pays peut avoir des répercussions immédiates sur d'autres parties de l'Europe. L'UE et l'AELE ne se considèrent donc pas mutuellement comme des "pays tiers", mais comme des voisins devant, sur le plan économique, s'attaquer aux mêmes grands défis prioritaires. Le Brexit ne fait que renforcer la dynamique à cet égard.

Bureau de presse - Secrétariat général du Conseil de l'UE

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUXELLES - Tel.: +32 (0)2 281 6319

press@consilium.europa.eu - www.consilium.europa.eu/press